Réflexions basées sur un examen multi organismes de la crise alimentaire au Sahel

13-22 juin 2012

Préparé par :

Cristina Amaral, FAO

Gary Eilerts, USAID

Laouali Ibrahim, FEWS NET

Joyce Luma, WFP

Jean Senahoun, FAO

21 août 2012

Les perspectives et conclusions des membres de l'équipe multi organismes formulées dans le présent rapport sont uniquement le fruit d'un consensus et ne reflètent pas nécessairement celles des différents organismes représentés par les membres de l'Équipe.

1. Introduction et objectifs des visites de l'Équipe

Une Équipe multi organismes composée de quatre institutions (FAO, FEWS NET, USAID, PAM), a effectué pendant dix jours un examen du contexte de suivi, des évaluations et du rapportage sur la sécurité alimentaire dans la région du Sahel, en visitant du 13 au 22 juin 2012, les parties prenantes nationales et régionales à Niamey, Ouagadougou et Dakar. Tout en rencontrant un large éventail de parties prenantes dans chaque endroit, l'équipe a profité de l'occasion de multiples rencontres, pour examiner la dynamique, les processus, les réussites et les problèmes apparents dans la façon dont la sécurité alimentaire est évaluée et protégée dans la région.

Si l'Équipe s'est nécessairement concentrée sur la nature des profondes divergences constatées dans les évaluations de la sécurité alimentaire par les divers partenaires en 2011-12, afin de révéler des enjeux spécifiques, l'objectif commun de l'Équipe multi organismes était aussi d'identifier des moyens d'améliorer ces processus à l'avenir.

Les parties rencontrées par l'Équipe sont présentées à l'Annexe 1. À Niamey et Ouagadougou, les discussions ont porté sur le suivi, l'évaluation et les rapports de la sécurité alimentaire au Niger et au Burkina Faso, respectivement. À Dakar, l'Équipe a tenu des réunions uniquement avec les parties prenantes régionales. Des aide-mémoire informels et succincts, résumant les conclusions de l'Équipe au Niger et au Burkina, et ses discussions avec les partenaires du CILSS et de l'AGRHYMET, figurent dans d'autres annexes. Leurs points de vues initiaux ne représentent pas nécessairement les perspectives finales de l'équipe et le rapport principal ci-dessous ne tient pas compte des déclarations ou conclusions spécifiques contredisant celles du rapport principal.

L'expérience unique des discussions de très grande envergure de l'Équipe est allée intentionnellement au-delà de la crise qui touche actuellement le Sahel et a abordé les enjeux universels et à plus long terme qui occupent toute la communauté concernée par l'évaluation de la sécurité alimentaire. Le résultat est une relation plus forte et profonde avec de nombreuses parties prenantes nationales, régionales et internationales et une appréciation peut-être inattendue parmi les membres de l'Équipe de la valeur de ces missions multi organismes d'exploration, relativement peu structurées et de portée générale.

2. Conclusions générales de 'Équipe

A. De profondes divergences d'opinions sont toujours présentes, bien qu'en régression

Il y a essentiellement deux « écoles » de pensée sur la crise alimentaire actuelle au Sahel : la première juge que la situation de la sécurité alimentaire et de la malnutrition est particulièrement aiguë, généralisée et grave par son ampleur; la seconde l'identifie moins comme une crise aiguë et plus comme un problème chronique. Cependant, l'une et l'autre s'accordent à penser que l'aide humanitaire est nécessaire à un certain niveau et que les insécurités chroniques et les taux élevés et persistants de la malnutrition sont des facteurs importants qui contribuent à la situation que nous constatons aujourd'hui. La première école de pensée est généralement représentée par les organismes internationaux d'aide humanitaire, PAM et FAO, tandis que FEWS NET appartient plutôt à la seconde. Néanmoins, même dans des conversations directes avec les deux camps, il n'est pas toujours facile de préciser la nature exacte et l'ampleur des divergences.

Ceci est vrai :

- les deux camps utilisent les mêmes données. Aucun des camps ne s'appuie sur un ensemble de données dont ne disposerait pas l'autre ;
- les différents types et méthodes d'analyse de la sécurité alimentaire effectués et les processus dont nous disposons pour contribuer à atténuer ou résoudre les différences ne se sont pas montrés à la hauteur de la tâche.
- Ceci signifie que des recommandations et contenus différents sont transmis aux décideurs. Les messages dissonants sur la gravité et l'ampleur de la crise qui se font entendre ont sans aucun doute semé la confusion, et celle-ci a sans aucun doute eu des répercussions sur le volume et le calendrier des interventions humanitaires.
- L'Équipe a noté que les divergences ont semblé s'aplanir depuis le début de l'année 2012.

B. **Ces divergences ont de multiples causes diverses**

Des divergences d'analyse et de messages ne sont pas inhabituelles dans le domaine de l'évaluation de la sécurité alimentaire. Ce qui sort du commun dans ce cas, c'est le degré et la persistance des points de vue opposés. Autant que l'Équipe a pu en juger à partir de ses entretiens relativement brefs avec ces deux perspectives, mais avec le contexte de plusieurs mois pour en discuter, les principaux motifs de ces divergences incluent:

- **Communication incomplète**: Comme c'est souvent le cas dans toute entreprise humaine, une communication incomplète et seulement partiellement efficace est directement impliquée dans ces divergences; l'Équipe souligne un besoin généralisé de

davantage de face-à-face où des points de vue opposés pourraient être examinés et résolus, avant de délivrer des processus décisionnels et des produits.

- **Différents avis sur ce qui est mesuré, ou ce qui devrait l'être**: Au cœur de certaines de ces divergences se trouvent plusieurs concepts diamétralement différents, ou façons de formuler les conditions sous-jacentes qui sont mesurées. Ils sont :

    - *Malnutrition contre insécurité alimentaire* : Une bonne part des inquiétudes à l'égard du Sahel dans les deux camps est liée aux niveaux élevés de malnutrition aiguë qui y persistent. Les causes de la malnutrition peuvent être dues aux mauvaises conditions de santé (mauvaise qualité de l'eau, paludisme), à l'insuffisance des soins consacrés aux enfants d'un côté, ou à l'insécurité alimentaire. Et l'information sanitaire n'est pas toujours incorporée dans l'analyse. Selon le degré d'influence de chaque cause, ils peuvent y avoir des différences entre les estimations de quel type d'aide est nécessaire et à quel niveau.

    - *Conditions aiguës uniquement contre conditions aiguës et chroniques* : En relation avec ce qui précède, certaines analyses sur le nombre de personnes nécessitant de l'aide font plus directement référence à des problèmes aigus et d'autres incluent également une réponse à des problèmes chroniques. Ceci est particulièrement évident dans le pourcentage élevé dans la situation d'insécurité alimentaire modérée représentée dans certaines estimations globales des personnes ayant besoin d'aide. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée sont incluses par certains afin d'interrompre ce qu'ils craignent être une détérioration progressive vers une situation plus sévère. D'autres pensent que les conditions chroniques modérées doivent être envisagées séparément des chiffres de l'aide d'urgence, afin de faciliter une répartition rationnelle de l'aide d'urgence (à la résilience ou développement).

    - *Risque et vulnérabilité contre résultats actuels* : Les besoins d'assistance doivent-ils être basés sur une évaluation des résultats probables pendant une saison ou doivent-ils inclure une marge de protection contre la pire éventualité? Certains jugent nécessaire le besoin d'une intervention humanitaire plus importante afin de protéger contre le risque d'une dégradation des conditions actuelles d'insécurité alimentaire due aux caractéristiques persistantes de la crise (c'est-à-dire, par exemple, des prix élevés) ou du fait des incertitudes inhérentes au processus de surveillance qui accentue le risque consistant à s'appuyer sur les analyses actuelles.

- *Plaidoyer contre analyse* : Comme on le voit en particulier dans les réunions de l'Équipe à Dakar, certains ont explicitement appelé à plaider pour une aide à la région plus importante, dans la perspective d'un «droit à la nourriture». D'autres ont affirmé que l'analyse devait être séparée du plaidoyer.

- **Différentes analyses, et pas de moyen commun de comparer ou de «mesurer l'échelle» de leurs résultats** : Le Cadre Harmonisé est le choix consensuel apparent au niveau régional pour une approche/un outil d'évaluation conjointe de la sécurité alimentaire au Sahel. Mais il n'a été utilisé pour l'instant qu'au niveau régional, et seulement deux fois depuis avril 2012. Dans ces deux cas, la participation nationale a été minimale et les participants ont manifesté une grande diversité dans leur compréhension des techniques intervenant dans l'utilisation de cet outil. Au niveau national, il existe une multitude de méthodes et de processus utilisés et de grandes différences dans les données disponibles et dans la participation des autorités nationales à ces processus. Les résultats ne peuvent être comparés aisément.

- **Difficulté de mesurer l'échelle des résultats obtenus nationalement dans le domaine de la sécurité alimentaire avec des résultats mondiaux :** Il existe une aide extérieure limitée pour répondre aux problèmes urgents d'alimentations dans le monde. À cet égard, les analyses s'appuyant sur la transparence du processus d'évaluation, qui utilisent des outils et approches standard pour l'évaluation et qui permettent de situer les besoins nationaux pour répondre à une «échelle» transnationale commune, comme l'échelle IPC, revêtent une grande importance. Actuellement, les analyses nationales dans le Sahel ne sont généralement pas traduites dans une telle échelle. Les parties prenantes régionales ont donc ajouté une échelle IPC 1.0 au Cadre Harmonisé (CH)[1], dans l'intention de traduire les diverses analyses nationales en une échelle, commune et comparable au plan international, de l'urgence et de la gravité de la réponse humanitaire. Mais tant que l'acceptation nationale du CH/CHB ne sera pas acquise et qu'une formation générale n'aura pas été offerte aux participants nationaux, il sera difficile pour la région de réellement comparer ses résultats à d'autres dans le monde.

- **Convergence d'un cadre régional de gestion des actions de sécurité alimentaire** : Une des caractéristiques très positives de cette région est sa longue histoire d'action conjointe dans les processus relatifs à la sécurité alimentaire. Récemment, la commission économique régionale et l'association monétaire régionale associée, respectivement la CEDEAO et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ont rejoint le CILSS, avec le soutien des États membres, afin de définir une structure régionale commune pour gérer les crises alimentaires aiguës et les

[1] Ceci devient le cadre harmonisé bonifié (CHB).

investissements à long terme pour l'amélioration de la sécurité alimentaire de la région. Cette structure de gestion commune promet une nouvelle énergie et des ressources pour améliorer la sécurité alimentaire dans la région.

- **Des divergences sont toujours possibles** : Il est clair aux yeux de l'Équipe qu'une méthode d'analyse commune à un plus grand nombre de parties prenantes pourrait contribuer à limiter l'ampleur de certaines des divergences techniques constatées dans le Sahel cette année. Mais elle n'éliminera pas complètement les différences qui sont dues à des conceptions fondamentalement divergentes de ce qui est mesuré, ou devrait l'être, et un degré d'incertitude qui est normalement présent quand on mesure des concepts complexes comme la sécurité alimentaire.

C. Des partenariats et la valeur ultime du consensus ont été mis à l'épreuve cette année

- *Les points de vue divergents se sont exprimés avec force à plusieurs niveaux différents.* Résoudre la façon dont ces parties prenantes, et ces relations peuvent collaborer plus efficacement dans une approche systématique du suivi, l'évaluation et la gestion de la sécurité alimentaire est centrale pour résoudre les divergences apparues au Sahel cette année :
    - Certaines voix nationales dans la région doivent être renforcées. Leurs voix sont nettement moins présentes dans le débat.
    - Les mises en relation et les engagements sur des processus de sécurité alimentaire communs entre institutions régionales d'évaluation de la sécurité alimentaire à Ouagadougou et à Niamey, et les organes nationaux de la sécurité alimentaire avec lesquels elles collaboreront, exigent un renforcement et une meilleure définition de la manière dont elles peuvent collaborer plus efficacement ensemble.
    - De la même manière, les organismes dont le siège ou les fonctions régionales se situent en dehors de Niamey ou Ouagadougou devront refléter sur la façon dont ils peuvent être constamment présents pour participer à des processus régionaux communs de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire, conduits depuis ces lieux.
    - Les organismes internationaux doivent identifier des façons compatibles de soutenir les processus de sécurité alimentaire d'initiative nationale et régionale tout en délivrant un contexte international et des liens avec les normes de contrôle qualité émergentes dans ce travail.

- **Réaffirmation du besoin de partenaires** : Nulle part l'Équipe n'a entendu de désaccord concernant le besoin de partenariats dans ce travail. La tâche est trop vaste et les problèmes trop intégrés au niveau national, régional et international pour envisager une solution séparée à quelque niveau que ce soit.

D. Comment s'assurer que ne se reproduisent plus de telles divergences persistantes et profondes ?

L'Équipe est d'accord que la divergence peut être un résultat sain susceptible de jouer un rôle important pour mettre à l'épreuve un consensus et trouver la meilleure réponse commune, plutôt qu'une réponse en théorie parfaite. Mais le plus haut degré de consensus techniquement possible est l'objectif commun de toutes les parties. Aucune solution unique ne le garantira. Un changement doit se produire sur plusieurs fronts :

- Développer et respecter les « règles d'or » d'un partenariat : Des « règles de conduite » adoptées en commun sont nécessaires, et pas seulement dans le Sahel, pour que les partenaires travaillent ensemble. Par exemple, ces règles peuvent inclure:
    - Ne surprenez pas vos partenaires avec des points de vue et des conclusions que vous ne leur avez pas déjà communiqués.
    - Confrontez les différences d'interprétation et de conclusions de manière collégiale et systématique. Reconnaissez l'importance du travail en face à face parmi les partenaires.
    - Définissez et essayez de réalisez une « participation » adéquate à la collecte des données, l'analyse et les produits.
    - Développez un point de vue plus nuancé de la façon de travailler de manière responsable à tous les niveaux (local, national, régional et international) tout en respectant des conceptions « universelles » émergentes et plus vastes du contrôle qualité dans les méthodes techniques utilisées.
    - Lorsqu'aucun consensus sur les conditions de la sécurité alimentaire nationale n'est atteint, un mécanisme d'examen par les pairs de ces analyses, le cas échéant, peut être utile pour fournir des conseils objectifs. Un tel mécanisme pourrait être envisagé dans le cadre de la fonction Groupe de travail technique du réseau d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN) proposé.
    - Si tout échoue, définissez une solution de « rapport minoritaire », où les points de vue dissidents sont exprimés en plus du « rapport majoritaire ».

- Mettez-vous d'accord sur le besoin de permettre que différentes méthodes soient utilisées pour répondre à des fins différentes, mais identifiez un moyen commun de mesurer en commun les résultats des différentes méthodes analytiques.

- Utilisez une méthode d'analyse plus commune: Dans toute la mesure du possible, les méthodes doivent être communes.

3. Conclusions

Conclusion n° 1 : Le contexte du suivi, de l'évaluation et de la gestion de l'insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest est robuste. Sous un angle stratégique général, toutes les parties reconnaissent que l'ensemble des données nationales et régionales sur la sécurité alimentaire n'est pas parfait et n'élimine pas certaines des incertitudes, voire peut donner lieu à des divergences d'opinions importantes et légitimes. Néanmoins, personne ne conteste que les ensembles de données sur la sécurité alimentaire et les structures de suivi et d'évaluation de la sécurité alimentaire dans la région sont parmi les meilleurs dans le monde.

> *Pour ces raisons, l'Équipe juge que toutes les parties, en partageant les points forts et les faiblesses des ensembles communs des données et informations sur la sécurité alimentaire, doivent accepter d'atténuer, mais non de masquer, les divergences d'opinions afin de donner la priorité à la réalisation d'une vision généralement commune des besoins d'intervention d'urgence essentiels.*

Conclusion n° 2 : La présence d'une insécurité alimentaire aiguë et chronique et de niveaux élevés de malnutrition aiguë est une caractéristique essentielle de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition de la région.

> *Tous les acteurs sont d'accord pour dire qu'on observe cette année au moins trois crises liées à la sécurité alimentaire d'une ampleur non négligeable : 1) une insécurité alimentaire aiguë de haut niveau nécessitant une réponse humanitaire urgente, 2) une insécurité alimentaire chronique de haut niveau nécessitant différentes mesures d'intervention et 3) une malnutrition aiguë de niveau chroniquement élevé due peut-être à d'autres facteurs connus (mauvaise qualité et insuffisance de l'eau, paludisme, insuffisance des soins consacrés aux enfants) exigeant également une réponse, mais avec des ressources différentes. Ces trois conditions exigent une attention urgente de la part de toutes les parties prenantes (nationales, régionales et internationales).*

Les dimensions relatives des insécurités alimentaires aiguës et chroniques et celle de la malnutrition dans la région sont extrêmement difficiles à séparer en dimensions absolues et

mécanismes causaux ont donc des chances de se superposer dans bien des cas, voire dans la plupart des cas.

Le dialogue mondial sur la « résilience » rend compte d'une dynamique importante en jeu tant dans la nature du problème que dans le type de réponses nécessaires dans la région.

Conclusion n° 3 : La voie à suivre pour une prise de décisions fondée sur des données probantes améliorée et comparable est relativement claire.

> *L'Équipe constate un large soutien des États, ainsi que d'autres parties prenantes nationales, régionales et internationales, en faveur de processus et structures, d'initiative nationale et régionale, comparables et applicables à l'échelle internationale pour une évaluation technique de la sécurité alimentaire. Il existe un accord tout aussi large que ces processus et structures techniques systématiques et communs doivent informer et guider la prise de décisions des États et des institutions, ainsi qu'un plaidoyer dialogue public à propos des réponses prioritaires pour la sécurité alimentaire et les crises nutritionnelles dans la région. Le cadre harmonisé est apparemment le choix consensuel qui doit être utilisé dans le Sahel à cette fin. Il doit être renforcé tant au niveau national que régional.*

Conclusion n° 4 : La justification d'un engagement en faveur d'une base technique commune pour le suivi, l'évaluation et la gestion de la sécurité alimentaire et de la malnutrition est déjà apparente.

> *Les membres de l'Équipe des quatre institutions participant à cette évaluation informelle ont identifié un haut niveau de soutien, voire des initiatives naissantes, de leurs propres institutions et des parties prenantes nationales et régionales concernées qui permettront de mettre en œuvre les orientations et recommandations décrites ci-dessus.*

Annexe 1: Les parties rencontrées par l'Équipe (Niger, Burkina, Sénégal)

FAO, FEWS NET, USAID AND WFP JOINT MISSION IN Niamey, Niger- JUNE 14-15, 2012

N°		ORGANIZATION	POSITION	EMAIL
1	Gary Eilerts	**USAID/DC**	USAID Program Director for FEWS NET	geilerts@usaid.gov
2	Rob Luneburg	**USAID/Niamey**	USAID Food For Peace Development Officer	LuneburgRJ@state.gov
3	Kossomi Aboubacar		USAID Senior Program Assistant	KossomiAB@state.gov
4	Mariama Diallo Aïtchédji		USAID Food For Peace Development Assistant for Niger Office	AitchedjiMD@state.gov
5	IBRAHIM Laouali	**FEWS NET**	Regional Technical Manager for FEWS NET	librahim@fews.net
6	Yacouba Hama Abdou	**FEWS NET**	National Technical Manager for FEWS NET	hyacouba@fews.net
7	Alkhalil Adoum	**FEWS NET**	Regional Scientist for FEWS NET	a.alkhalil@agrhymet.ne
8	Chegou Mamane	**Ministry of Agriculture**	Deputy Director of Progammation	
9	M. Chipkao Idrissa		Director of Cabinet (Ministère de Developpement Agricole	
10	Mamane Sani		General Director of Agriculture	
11	Harouna Ibrahim		Director of Statistics	ibraharou@yahoo.fr
12	Hassane Oumarou	**Ministry of Llivestock**	Technical Advisor of the minister	
13	Dr Atté Sani		Director of Livestock Statistics	
14	Alhousseini Ikhitam		Director of Cabinet	
15	Sanoussi Fodé Camara		Director of pastoral Development	
16	Abdoulaye Naféri		Director of Livestock Ressources	
17	Yabilan Mamane	**CCA/DNPGCA**	Food Crisis Unit	yabilan1958@gmail.com
18	Mme Ousseini Mariama		National EWS Coordinator	sap@intnet.ne
19	Bloch, Jean-Mathieu		DNPGCA Technical Assistant	at-cca@intnet.ne
20	Kuwonu Franck	**OCHA**	Information Officer	kuwonui@un.org
21	Dr. Modibo Traore		Head of the Office for the coordination of humanitarian affairs Niger	traorem@un.org
	Denise Brown	**PAM**	Representative and Country Director	denise.brown@wfp,org
22	Luma, Joyce		Chief VAM/WFP Rome	joyce.luma@wfp.org
23	Moïse Ballo		VAM Program Officer	moise.ballo@wfp.org
24	Lawan, Tahirou		National VAM Manager	lawan.tahirou@wfp.org
25	Jean Senahoun	**FAO**	FAO/SIMIAR Rome	Jean.Senahoun@fao.org
26	Illya Miko		Seek Program Officer	illya.miko@fao.org
27	Adamou Diop		Emergency Program Assistant	amadou.diop@fao.org
28	Kamara Nanthilde			Nanthilde.kamara@fao.org
29	Nourou Macki Tall		Emergency Program Assistant	Nourou.Tall@fao.org
30	Cristina Amaral			crisrina.amaral@fao.org
31	Djibo Banaou		Emergency Program Assistant	dbanaou@yahool.fr
32	Pazou Judicael			judicael.pazou@fao.org
33	Ibrahim Maman Tantan		Information Officer	maman.ibrahim@fao.org
34	Niasse Moustapha		Emergency Program Coordonnator	Moustapha.Niasse@fao.org
35	Aboubacar Douelé Waiss		Representative	aboubacar.waiss@fao.org
36	Saley Amadou		Program Officer	amadou.saley@fao.org
37	Gabriel Hategerimana			gabriel.hategerimana@fao.org
38	Badougou Maidagi			bagoudou.maidagi@fao.org
39	Guido Cornale	**UNICEF/RC**	Representant	gcornale@unicef.org
40	Abdallah Samba	**CILSS/AGRHYMET**	Head of Food Security and Access to Market Section	A.Samba@agrhymet.ne
41	Etienne Sarr		Head of Department Training and Research	E.Sarr@agrhymet.ne
42	Voegtli Fransiska	**CICR**		fvoegtli@cicr.org
43	Mado Diakité	**OXFAM**	Regional Food security advisor	mediakite@oxfam.org.uk
44	Pascal Payet	**Africare/Niger**		ppayet@africare.org
45	Leila Bourahla	**CONCERN**	Country Director	Leila.Bourahla@concern.net
46	Win Fransen	**ECHO**	Chef de bureau	Win.fransen@echofield.eu
47	Rafael Aguirre	**European Union**	Chef de Délégation	rafael.aguirre-unceta@eeas.europa.eu
48	Patrice Leumeni	**ADN/KAMNA**		leumeni@gmail.com
49	Dyskiewicz B.	**ASB**		asbniger_loordo@yahoo.de
50	Payraudeau Michele	**Assadawa/GDS/AZ**		payraudeau.michele@yahoo.fr
51	Sounna Nassirou	**LUSAA-NIGER**		lusaaniger@yahoo.fr
52	Boureima Sadou	**ONG ANIDEV**		anidev97@yahoo.fr
53	Idrissa Abdou Moussa	**ONIDE ASSALAM**		0nide_endogene@yahoo.fr
54	Djibo Bagna	**P.PFP/N**	Plateforme Paysanne	pfp_niger@yahool.fr
55	Mayaki Zoulaihatou	**P.PFP/N**	Plateforme Paysanne	mzouley6@gmail.com
56	Amadou Himadou	**P.PFP/N**	Plateforme Paysanne	amadouhimadou2000@yahool.fr
57	Malam Adamou Moutari	**Qatar Charity**	Program AGR Assistant	mharouna@qcharity.org
58	Alio Zakari	**Samaritan's Purse**		zakaiallo@yahoo.fr
59	Gilbert Masumbuku	**Save the children**		gilbertmas@yahoo.fr
60	Stefan Recker	**Welthungerhilfe**		stefan.recker@welthungerhilfe.de

Joint FAO, FEWS NET, USAID and WFP Mission, Burkina Faso, June 18-19, 2012

NOM ET PRENOM	ORG.	FONCTION	EMAIL
ADJAVON VEWONYI	CRS	Chief of Party	vewonyi.adjavon@crs.org
BRETAUDEAU, Alhousseini	CILSS	Executive Secretary	alhousseini.bretaudeau@cilss.bf
BANGRE Moussa Dominique	CRS	Country Representative	dominique.bangre@crs.org
BARRY Ibrahima	OCHA	Head, Humanitarian Advisors Team	barry@un.org
COLI Ibrahim	UNHCR	Représentant	coly@unhcr.org
COMPAORE Boureima	SE-CNSA		boureimacomp1@yahoo.fr
DEGUEURCE Stéphane	PAM	Sécurité Alimentaire	stephane.degueurce@wfp.org
EILERTS Gary	USAID	USAID Program Director, FEWS NET	geilerts@usaid.gov
EILITTA Marjatta	USAID ATP	COP	meilitta@agribizafrica.org
IBRAHIM Abdoul Nasser	FAO	APO Food Security	abdoulnasser.ibrahim@fao.org
IBRAHIM Laouali	FEWS NET	Regional Technical Manager	librahim@fews.net
IDOGO K. Hubert	SE-CNSA		hubekom@yahoo.fr
ILBOUDO Abdoulaye	ACF	Coordonnateur Sécurité Alimentaire	foodsec@bf.missions-acf.org
Janet Marie Trucker-Miawotoe	USAID	Country Program Manager	truckerjm@state.gov
JOHNSON Abby	CRS	Head of Programs	abigail.johnson@crs.org
KABORE Amidou	ACDI VOCA	Chief of Party	akabore@acdivoca-vim.org
KONATE Papa Sosthène	OXFAM	Program Manager	ksosthene@intermonoxfam.org
KOUDOUGOU Tasré	SE-CNSA		ktasre@yahoo.com
LEBTAHI Reda	FAO	Coord. Adjoint Unité d'Urgence et de Réhabilitation	reda.lebtahi@fao.org
LUKELO Aimé	OXFAM	Regional EFSL Adviser	alukelo@intermonoxfam.org
LUMA Joyce	PAM	Chief VAM	joyce.luma@wfp.org
OUEDRAOGO Barou Oumar	SE-CNSA		depbarou@yahoo.fr
OUEDRAOGO Telesphore	PAM	VAM Assistant	telesphore.ouedraogo@wfp.org
PALE Eric	SONAGESS	Socio-Economiste	zeldabf@gmail.com
RAMDE Tinga	SE-CNSA		tinga_ramde@yahoo.fr
RASOLO François	FAO	Représentant	francois.rasolo@fao.org
SANFO B. Judith	DGM		sanfo_b@yahoo.com
SANOU Sy Eric	SE-CNSA		syeric_sanou@yahoo.fr
SENAHOUN Jean	FAO	Economiste/FAO/ SIMIAR Rome	jean.senahoun@fao.org
SOMBIE Hortense	Croix-Rouge	Coordinatrice Projet de Sécurité Alimentaire	hortensomb@yahoo.fr
TAPSOBA Sylvestre	UNICEF	Spécialiste Nutritionniste	stapsoba@unicef.org
WALDVOGEL Ariane	PAM	DCD	ariane.waldvogel@wfp.org
WENTLING Mark	PLAN	Directeur	mark.wentling@plan-international.org
YAMEOGO Ouambi	CRS	M&E Manager	ouambi.yameogo@crs.org
ZERBO Michel	DGPER		michel_zerbo@yahoo.fr
Salif Sow	FEWS NET	Conseiller Technique Reg'l/CILSS/Ouaga	ssow@fews.net
Hamadoun Mahalmoudou	CILSS	Coordinateur/PRA/SA-LCD/CILSS/Ouaga	mahalmoudou.hamadoun@cilss.bf
Coudy LY Wane	CILSS	Nutritionniste/PRA/SA-LCD/CILSS/Ouaga	
Maty Ba Diao	CILSS	Chef DIR/AGRHYMET/CILSS Niamey	M.Badiao@agrhymet.ne
Theo HOORNTJE	UE	Chef de Coopération	theo.hoorntje@eeas.europa.eu
Eric PITOIS	UE	Humanitarian Aid	Eric.Pitois@ec.europa.eu
Amadou HEBIE	UE	Chargé de Programme Développement rural/Sécurité alimentaire	amadou.hebie@ec.europa.eu

JOINT FAO, FEWS NET, USAID AND WFP MISSION, Dakar, SENEGAL - JUNE 21, 2012

N°		ORGANIZATION	POSITION	EMAIL
1	Dufour Laurent	OCHA		Email: dufour@un.org
2	Dieye Abdoulaye			dieye3@un.org
3	Kane Fatou B.		Emergency Response Associate	kanef@un.org
4	Adandji Yaoklou André	OMS		adandjia@An.afro.who.int
5	Luma, Joyce	PAM	Chief VAM/WFP Rome	joyce.luma@wfp.org
6	Perenze Maria Luigia			marialuigia.perenze@wfp.org
7	Naouar Labidi		Regional VAM Officer	naouar.labidi@wfp.org
8	Dan Bakoye Daddy		WFP Senegal	daddy.danbakoye@wfp.org
9	Noma Idrissa		WFP Regional Office	idrissa.noma@wfp.org
10	Pozzi Lia			lia.pozzi@wfp.org
11	Fernandez José Luis	FAO	Senior Regional Emergency Coordinator	JoseLuis.Fernandez@fao.org
12	Senahoun, Jean		Economist FAO/SIMIAR Rome	jean.senahoun@fao.org
13	David Patrick		FAO DaKar Regional Office	patrick.david@fao.org
14	Ibrahim, Laouali	FEWS NET	Regional Technical Manager	librahim@fews.net
15	Gary Eilerts	USAID	USAID Program Director for FEWS NET	geilerts@usaid.gov
16	Carbone Rick	USAID/FFP	Surge Response Officer	ricarbone@usaid.gov
17	Mortensen Ronald	USAID/OFDA	Regional Advisor	Rmortensen@usaid.gov
18	Sohneider Beat	CICR		bsohneider@cicr.org
19	Debus Jean Philippe	CRS		jeanphilippe.debus@crs.org
20	Diop Elhadj Issaka	HKI		idiop@hki.org
21	Bachy Sylmane	MSF		Msf-Dakar-Press@msf.org
22	Rostiaux Stephane	Oivl		srostiaux@idm.int
23	Roman Yolanda	Save the children		yolanda.roman@savethechildren.es
24	Hazard, Eric	OXFAM		ehazard@oxfam.org.uk
25	Eldebo Yohan	World Vision		johan.eldebo@worldvision.uk
26	Berehoudougou Berenger	PLAN International		berenger.berehoudougou@plan.int.org
27	Eijkenaar Jan	ECHO	Regional Humanitarian Advisors	jan.eijkenaar@gmail.com
28	Fabre, Cyprien			cyprien.fabre@echofield.eu
29	Nankam Claude	WVI		claude_nankam@wvi.org
Post-Joint Team meetings with G. Eilerts				
30	Yanga, Thomas	PAM/Dakar	Regional Director	Thomas.yanga@wfp.org
31	Jibidar, Claude		Deputy Regional Director	Claude.jibidar@wfp.org
32	Robert Johnston	UNICEF	Nutrition Specialist	rojohnston@unicef.org
33	Henderson Patrick	USAID/Dakar	Mission Director	hpatrick@usaid.gov

Annexe 2: Aide Mémoire Niger

Une mission conjointe FAO/FEWSNET/PAM a séjourné au Niger du 14 au 16 juin 2012 dans le but de:

1. consulter le CILSS/Agrhymet, les autorités nationales, les partenaires humanitaires par rapport aux processus actuels de suivi et d'évaluation de la situation alimentaire et aux mécanismes de coordination en place :
2. discuter comment renforcer la collaboration entre le FEWSNET, le PAM et la FAO au niveau du terrain et en appui aux dispositifs national et régional.

La mission a tenu des réunions de travail avec le CILSS/Agrhymet, les agences des Nations Unions (FAO, PAM, UNICEF, OCHA), les donateurs (UE-ECHO, Coopération Suisse, Espagne, France), les Ministères de l'agriculture et de l'élevage, le Dispositif National de prévention et de gestion des crises et catastrophes (SAP et CCA), et le Cluster Sécurité alimentaire, qui inclue les ONGs et autres organisations de la société civile impliqués dans le suivi et l'assistance alimentaire et de l'agriculture au Niger et présidé par un représentant des services nationaux de sécurité alimentaire.

Plusieurs structures nationales, régionales et internationales suivent régulièrement l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les pays du Sahel et certaines d'entre elles produisent périodiquement des bulletins d'information reflétant leur évaluation de cette situation. D'importantes divergences ont été observées cette année au niveau de l'information diffusée par ces structures dans le cadre de l'alerte précoce. Cela a créé une confusion au niveau des responsables nationaux, des donateurs et de la communauté humanitaire, ce qui a eu un impact négatif sur la gestion de la crise de cette année et la rapidité de la réponse.

Les principaux points discutés se présentent comme suit :

- Un processus conjoint de collecte de données, coordonné par le Gouvernement, est en place. Le Niger dispose d'un Dispositif national performant de prévention et de gestion des crises alimentaires, considéré comme l'un des meilleurs de la sous-région. Ce Système permet une collecte efficace des données et de l'information. Les décisions sur les mesures appropriées à prendre en période crise découlent de consultation entre les membres du Dispositif. Le Dispositif et son mode de fonctionnement ne sont pas parfaits mais offrent un mécanisme conjoint d'évaluation et d'analyse.
- Bien que les sources de données soient les mêmes, les interprétations et les analyses sont parfois différentes. Pourtant, tous les systèmes d'information et d'alerte précoce dépendent de données générées conjointement, notamment les données de production, de marché et de vulnérabilité.. De ce fait il a été recommandé que les messages-clés émanant de différentes analyses soient partagées et discutées au sein du Dispositif avant diffusion en vue de minimiser les divergences.
- L'un des sujets importants est comment prendre en compte l'insécurité alimentaire chronique dans les analyses courantes qui, actuellement, mettent plus d'emphase sur l'insécurité alimentaire aigue.

- Pour toutes ces raisons, la Mission recommande que toutes les parties intervenant dans le suivi et l'évaluation de la situation alimentaire se concertent avec le Dispositif national, pour atténuer les divergences et favoriser l'obtention d'opinions plus consensuelles.

En réponse à ces questions, la FAO, le FEWS NET, le PAM et plusieurs autres acteurs ont accepté de renforcer davantage la mise en œuvre du Cadre Harmonisé Bonifié (CHB) au Niger ainsi que dans les autres pays du CILSS et au niveau régional, sous le leadership du CILSS Un atelier sera bientôt organisé pour discuter des meilleurs moyens de mettre en œuvre le CHB au Niger et le lier au processus régional.

Un rapport complet sera produit à la fin de la mission régionale.

Annexe 3: Informal Burkina Faso Aide Mémoire (non-traduit de l'anglais)

A joint FAO/FEWS NET/USAID/WFP Mission visited Burkina Faso from 17-20 June 2012 to:

- Consult with the CILSS, national authorities and Humanitarian partners on existing monitoring and assessment processes and coordination mechanisms.
- Discuss how to strengthen collaboration between FEWS NET , WFP and FAO at the field level in support of the national and regional systems

The Mission held working meetings with CILSS, UN agencies (FAO, WFP, UNICEF, OCHA, UNHCR), donors (EU-ECHO, USAID), the Food Security Coordination Unit (CSNA), DGPER, SONAGESS, CONASUR and other national agencies and NGOs involved in food security monitoring and intervention.

Similar to Niger, national, regional and international agencies provide regular information on the current food security situation and outlook in Burkina Faso. These include CILSS, national offices, FAO, FEWS NET and WFP. Some NGOs monitor a number of food security related indicators including prices, which are often analysed to guide decisions at the project level.

There were several estimates on the number of people requiring assistance in Burkina Faso generated by CNSA in collaboration with partners. These numbers have changed over time. There were also large differences observed in the information on people requiring assistance that were provided by different agencies. Burkina declared an emergency in March, several months later than the December alert by Niger. This was seen by some key observers as too late for effective mobilisation of resources to enable timely response.

Below is a summary of Key Issues in Burkina Faso:

- **Government mechanism for coordinating and leading assessments exists but has weak points.** The coordinating food security analysis agency, the CNSA, has a small technical committee within the Ministry of Agriculture. It has difficulty in effectively coordinating or linking with other ministries. Data collected by other sectors, for example nutrition and conflict, are not easily brought into the national analysis. Trigger mechanisms for declaring a crisis are not as well defined as necessary. As a result, pressure was put on the CSNA by partners to declare a crisis.
- **Several data sources, changing numbers and divergence in conclusion about the food security situation**
  Surveys are implemented regularly in Burkina Faso -- sometimes monthly for some components -- but systematic and broad-based analysis and reporting is less effectively carried out. Perceived delays in national reporting have led to some

agencies implementing additional surveys to fill in an apparent lack of information for key decisions (e.g. an ECHO-funded Household Economy Assessment (HEA), and an Emergency Food Security Assessment (EFSA) by WFP in February, both of which were undertaken in consultation with Government but did not involve other partners. Differing estimates of the food insecure were produced from these two surveys.

The different data sources along with the lack of a consolidated analytical framework in Burkina Faso have contributed to the variation in numbers of people requiring assistance that were reported by the Government at different points in time.
CSNA was only introduced to the Cadre Harmonisé in June 2012, 10 days prior to this Mission - it has yet to be institutionalised at the national level and therefore is not yet being applied. The lack of the application of a common analytical framework at the national level by partners is one of the sources of differences in the conclusions about the food situation.

As with other key partners, the Joint Team recommends that all partners adopt the CHB and use the map generated through the CHB as a consolidated picture of food insecurity in the country. However, the CHB must be jointly enhanced by the regional technical committee by considering the benefits of adding new approaches or surveys such as the HEA, EFSA and the IPC 2 version.

When no consensus on national food security conditions is reached, joint analysis should be undertaken at the national level to enable understanding the source of differences and work towards resolving them. The mission recommends a peer-review mechanism to review these analyses and provide objective advice. This peer-review mechanism could be established as part of the Technical Working Group function of the proposed Food Security Information Network (FSIN).

- **Data repository mechanism**. Many partners collect data, especially on prices but these data are not consolidated and fully utilized. More could be done to facilitate data sharing.
- **Several assessment approaches (HEA, EFSA)** have been introduced to assess the current situation. These assessments tools could and should be complimentary and jointly undertaken by multiple partners. There will be a need to sort out what tool should be utilised for collecting what information, and at what level. It is recommended that these surveys / studies should be conducted jointly by all partners.

- Similarly to Niger, **chronic food security** issues are not fully taken into account during the analysis of the acute food security situation in Burkina Faso. It is a critical issue that should be considered by all regional and international monitoring systems.
- **A phased approach to capacity building** will be needed. The CHB has many components ranging from data collection, data consolidation, analysis to report preparation and dissemination. As identified above, various components of the CHB process in Burkina Faso will need strengthening. A strategy is needed to address the interim period in which components that will result in major improvements in quality of information would be addressed first.

Annexe 4: Compte rendu de la rencontre CILSS- USAID/ FEWS NET – PAM – FAO

Draft préliminaire: (rapporteurs : Coudy Ly Wane, Salif Sow, Hamadoun Mahalmoudou)

Le Lundi 18 Juin 2012, s'est tenue, dans la salle de réunion du CILSS, à partir de 15 h, une rencontre entre le Programme Manager du FEWS NET basé au sein de l'**USAID/Washington**, Mr Gary Eilerts, accompagné par le Chef VAM du PAM/Rome, Joyce Luma et du Représentant de la FAO/SIMIAR.

Le **CILSS** représenté par le Coordonnateur du PRA SA/LCD/POPDEV, Dr Hamadoun, était accompagné par des experts du CRA et du SE. Ont également participé à cette réunion les experts du FEWS NET (national et régional), de la FAO et du PAM du Burkina Faso (voir liste de présence en annexe).

En introduction, les 4 (quatre) institutions ont exprimé tour à tour, chacune, la ferme volonté de contribuer à rendre le dispositif d'information régional sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) en Afrique de l'Ouest, plus fonctionnel, mieux coordonné et harmonisé afin de fournir aux décideurs et bailleurs de fonds, l'information la plus fiable, pertinente et consensuelle possible. Il a été par ailleurs rappelé les différents axes de collaboration qui ont toujours existé entre le CILSS et le FEWS NET, de même que les protocoles de collaboration existant entre le CILSS et le FEWS NET et le CILSS et la FAO et celui en cours de finalisation entre le CILSS avec le PAM. L'amélioration de la collaboration doit s'inspirer de ces protocoles.

Dans les discussions, les points suivants ont été abordés:

1) Afin d'identifier les axes d'amélioration du dispositif d'information Ouest Africain sur la SAN, un état des lieux a été fait en passant en revue les difficultés rencontrés par ce dernier en particulier, lors de la campagne agricole passée (2011- 2012) où des messages souvent différents, parfois contradictoires ont été envoyés aux décideurs et bailleurs de fonds. Un point positif a été souligné à ce niveau, relatif aux évaluations conjointes de la campagne agricole et des marchés qui se déroulent avec l'implication effective des principaux partenaires CILSS, FAO, PAM, FEWS NET et des ONGs, avec à la fin, des rapports communs qui sanctionnent les visites de terrain. La principale difficulté identifiée se situe au niveau l'évaluation de la vulnérabilité et plus particulièrement la détermination des zones et du nombre de populations affectées. Malgré la tenue des concertations régulières dans le cadre du dispositif régional sous le leadership du CILSS, l'analyse, l'interprétation et la diffusion des informations au sortir de la campagne 2011/12 ont été très problématiques et les plus divergentes. Cela est lié à l'utilisation de différentes méthodologies aussi bien par les dispositifs (nationaux et régionaux) d'information que par divers partenaires.

Recommandations : Puisque toutes les institutions ont reconnu l'intérêt de fournir aux décideurs et bailleurs de fonds une information et un message consensuels et harmonisés sur la

situation alimentaire et nutritionnelle à chaque étape, pour les aider dans la prise de décisions les plus pertinentes et efficientes pour soulager les populations vulnérables dans la région ouest africaine, il s'agira dans la pratique, de faire preuve, chacune, d'esprit d'ouverture, de rigueur et de respect des engagements pris dans le sens de renforcer les systèmes de collecte, d'analyse et de diffusion des informations par la mise au point de l'outil Cadre Harmonisé Bonifié dotée d'une échelle unique et comparable de classification de l'insécurité alimentaire.

2) Un accent particulier a été mis dans les discussions, sur le Cadre Harmonisé (CH), outil d'analyse de la vulnérabilité utilisé dans la région, avec comme tête de fil, le Comité Technique Régional (présidé par le FEWS NET et placé sous le leadership du CILSS avec la participation du PAM, de la FAO et de l'IPC/Mondial). Le Comité Technique fut par la suite élargit aux ONGs notamment depuis le début de cette année 2012, comme ACF, Oxfam, Save the Children, etc..). Il a été rappelé que depuis deux ans, un effort important a été déployé par le CRA/CILSS en tant que Secrétariat du CT et sous l'injonction du Comité Technique pour mettre en place une première version du manuel d'utilisation du CH qui intègre certains éléments de l'IPC version 1 (la classification, les seuils, les indicateurs sur la malnutrition, la morbidité et la mortalité ainsi que le protocole cartographique) et intégrant les apports issus des différents tests dans les pays. Malgré les tentatives de mise en œuvre du CHB dans certains pays, il a été souligné une insuffisance dans l'accompagnement des membres du CT (depuis la bonification) et aussi un appui d'ordre financier et humain pour l'achèvement de l'outil, son opérationnalisation optimale dans les pays et son appropriation, reste toujours nécessaire et impérative. Ce qui manque le plus dans le CHB actuel, est la prise en compte des évolutions récentes de l'échelle de classification de la version 2 de l'IPC et la définition de la Méthode consensuelle à utiliser pour la détermination du nombre des populations vulnérables en besoin d'assistance. Une fois ces questions résolues par le CT, il restera que chaque structure et à tous les niveaux s'approprie de l'outil et contribue à son développement dans les pays et la région sous le leadership du CILSS.

Actions préconisées:

- L'USAID a réitéré son intérêt constant dans l'harmonisation et la consensualité des informations du dispositif d'information sous le leadership du CILSS. Le CHB étant une activité majeure, l'USAID a affecté au près du CILSS un Conseiller Technique en charge en plein temps du Cadre Harmonisé avec quelques ressources additionnelles pour contribuer au développent et au déroulement de l'outil au niveau régional et national à fin d'aboutir sous peu aux analyses et aux produits d'informations consensuelles dans la sous région.
- il a été demandé au Comité Technique pendant sa prochaine réunion (23-25 juillet) d'étudier ces deux questions : la révision et l'adoption de l'échelle de classification et l'adoption d'une méthode d'identification et de dénombrement des populations vulnérables en besoin d'assistance. Ceci est impératif pour assurer une harmonisation de la méthode telle que préconisée;
- à ce propos, il est urgent de réactiver le comité technique du CHB qui statuera sur les questions techniques soulevées depuis son déroulement, définira une feuille de route pour le déroulement du CHB dans les pays et au niveau régional avec l'internalisation des

exercices et de leurs acquis dans les pays et leur consolidation au niveau régional;

- ce qui permettra ensuite de convoquer le Comité de pilotage du CH afin de lui faire le point des avancées dans le développement de l'outil harmonisé et soumettre des demandes d'actions précises à financer et coordonner et pour apporter leur appui politique ;
- une réunion du Comité technique CHB est programmée du 23-25 Juillet 2012. Elle nécessite la participation effective de et l'équipe technique de la FAO/IPC afin d'identifier les composantes de la version 2 de l'IPC, susceptibles de renforcer la version actuelle du CHB et d'aider à parfaire l'outil pour aboutir à une analyse plus consensuelle, pertinente et comparable de la vulnérabilité y compris le dénombrement des populations vulnérables en situation d'urgence

3) Le troisième point discuté a porté sur la finalité et la valorisation des résultats issus des analyses consensuelles, c'est-à-dire leur diffusion. A ce propos, il a été rappelé les différents outils qui ont été développés, notamment le bulletin mensuel CILSS/FEWSNET (Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire en AO) qui était publié entre 2003-2008. Celui-ci qui a cédé la place à la Note d'Information sur la Sécurité Alimentaire (NISA) à partir de 2008, était plus détaillé et traitait des différentes composantes de la sécurité alimentaire en incluant les produits cartographiques et les graphiques des prix. Par contre on a voulu la NISA plus courte, synthétique et sans support graphiques car destinée plus spécialement aux grands. Parallèlement, la FAO et le PAM à partir de Dakar émettent un bulletin conjoint sur la Sécurité Alimentaire destinés aux décideurs. Il s'agit d'étudier la possibilité de publier conjointement un bulletin aux décideurs qui prend en compte les soucis des uns et des autres.

Action préconisée:

- réfléchir sur la possibilité de faire un rapportage commun sur la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle sous le leadership du CILSS. Ceci devrait être possible comme par le passé et sera facilité par les analyses consensuelles qui sortiront le nombre des personnes affectées ou vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

4) En quatrième et dernier lieu, des points divers ont été soulevés, notamment:

- La nécessité de rechercher le maximum de coordination de la réponse à l'insécurité ou à la crise alimentaire entre les humanitaires et les structures étatiques au niveau des pays, en particulier concernant la mise en œuvre et le suivi des actions. Cela demande aussi de la part des gouvernements et du CILSS au niveau régional, l'expression de plus de leadership dans la mise en oeuvre des plan d'urgence et leur coordination et de la part des Humanitaires de renforcer la collaboration et la remontée des informations sur tout ce qui est prévu, réalisé et les gaps. Des exemples de bonnes pratiques ont été fournis dans des pays tels les Philippines. Des réflexions de ce genre sont entamées au niveau global et devront être suscitées au niveau régional pour une meilleure coordination de la réponse.
- La difficulté d'appuyer les pays côtiers non membres du CILSS pour mettre en œuvre le Cadre harmonisé bonifié, qui est surtout liée à l'insuffisance de données sur les indicateurs entrant dans l'analyse. Il y a donc une nécessité de leur apporter un appui préalable pour la collecte plus régulière des données pertinentes pour l'analyse de leur situation.

- La nécessité de renforcer les capacités et d'impliquer encore des experts en analyse des données socio économiques afin de renforcer ces déterminants et leviers importants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'appui au CILSS en ressources financières et humaines pour rendre l'extension du réseau aux pays côtiers plus opérationnel.

Annexe: liste de présence

Noms-Prenoms	**Fonction/Institutions**
Salif Sow	Conseiller Technique Regional/CILSS Ouagadougou
Hamadoun Mahalmoudou	Coordinateur/PRA/SA-LCD/CILSS Ouagadougou
Laouali Ibrahim	RTM/FEWS NET Niamey
Coudy Ly Wane	Nutritionniste/PRA/SA-LCD/CILSS Ouagadougou
Jean Senahoun	FAO/SIMIAR Rome
Abdoul Karim Ouedraogo	Coordinateur Suivi à Distance/FEWS NET Ouagadougou
Mamoudou Sy	Coordinateur Technique National/FEWS NET Ouagadougou
Ibrahim Abdoul Nasser	Food Security Officer/FAO Burkina Faso
Maty Ba Diao	Chef DIR/AGRHYMET/CILSS Niamey
Joyce Luma	Chef VAM/PAM Rome
Gary Eilerts	USAID Program Director for FEWS NET
Ouedraogo Telesphore	Assistant VAM/PAM Burkina Faso